

A l'opposé de la France, le superfluc des banques belges contre les mégafusions dans le secteur

Dans un entretien exclusif aux « Echos », [Tom Dechaene, directeur à la Banque nationale de Belgique \(BNB\)](#) et qui représente son pays au sein de la supervision bancaire européenne, ne partage pas l'idée qu'il faudrait plus de grandes banques en Europe. Des positions diamétralement opposées à celles régulièrement défendues en France.

Les deux côtés de l'histoire. Vu de Paris, l'Europe manque de très grandes banques actives à l'échelle du Continent. Une position défendue, avant les élections par Emmanuel Macron, mais aussi par le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, qui a aussi appelé fin mai à des mariages transfrontaliers entre banques européennes. Quel que soit le contexte politique, ce point de vue reste globalement partagé en France.

Mais pour la Belgique - et d'autres pays « hôtes » (ceux qui hébergent des filiales de groupes bancaires ayant leur siège à l'étranger), cela n'a rien d'évident. Dans un entretien exclusif aux « Echos », Tom Dechaene, directeur de la Banque nationale de Belgique (BNB), chargé de la supervision des banques, défend sans détour une position qu'il présente comme personnelle. Mais diamétralement opposée à la France. Concernant les banques européennes, « je ne suis absolument pas persuadé du besoin de devenir plus grand », affirme le représentant de la Belgique au sein du système européen de supervision bancaire de la BCE (SSM).

La Belgique est une voix importante (avec le Luxembourg ou l'Autriche, et dans certains cas l'Allemagne) car deux de ses plus grandes banques, ING et BNP Paribas Fortis, sont respectivement filiales d'un groupe hollandais, et, bien sûr, français. Avec Fortis, repris au moment de la crise financière, BNP Paribas domine le marché belge de la banque de détail. « Avoir deux grandes banques avec chacune une grande filiale en Belgique, cela augmente la compétition sur le marché, et on peut en bénéficier », ajoute le responsable.

Pas forcément plus rentables

Les pays « hôtes » sont pointés du doigt, à mots couverts, pour dresser un obstacle majeur à la consolidation du secteur : ils refusent que les liquidités d'une banque puissent être centralisées (« pooling ») au niveau de la maison mère, dans un autre pays. Ils veulent, à l'inverse, que les filiales locales conservent sur place leurs liquidités, afin de protéger leurs épargnants en cas de problème. De quoi faire perdre à une fusion transfrontalière une bonne part de ses synergies, et de son intérêt. Ces grands mariages sont de fait restés rarissimes, et de taille moyenne, ces quinze dernières années.

« Je ne comprends pas ces frustrations, c'est un faux problème. L'absence de pooling des liquidités n'a qu'un impact très faible sur la rentabilité des banques », estime Tom Dechaene.

L'opposition de l'ex-banquier, passé notamment par BBL (devenu ING), Deutsche Bank puis KBC (comme administrateur), est d'abord d'ordre économique. « Si l'on regarde la rentabilité des petites banques dans la zone euro de moins de 100 milliards d'euros de bilan, la fourchette est très vaste, en fonction du modèle de chacune. Au-dessus de 100 milliards, elles commencent à converger, mais à partir de 250-300 milliards d'euros de bilan, la rentabilité n'augmente plus : cela signifie soit qu'il n'y a pas de synergies, soit que d'autres coûts cachés viennent annuler les synergies. Une banque de plus de 1.000 milliards de bilans n'est pas forcément plus rentable qu'une plus petite banque. Lorsque je raconte cela, les gens sont surpris. Mais ce sont les faits », insiste le responsable.

Conserver les liquidités bancaires

Il n'est pas plus convaincu par un autre argument : grandir permettrait aux banques d'investir davantage en informatique. « Ceux qui disent cela ont des filiales qui, des dizaines d'années après leur acquisition ou création, ne sont toujours pas sur des plateformes informatiques communes. Donc je suis sceptique. Qu'ils commencent avec ce qu'ils ont, ne fût-ce que pour certaines fonctionnalités », ajoute l'homme entré en 2014 au comité de direction de la BNB.

Sans allusion spécifique à la situation belge, « lorsque la maison mère va bien, c'est vertueux [d'avoir de grandes filiales sur son territoire]. Mais il faut se poser la question du scénario où ça va mal, s'il y a une catastrophe », ajoute le superviseur. En l'absence d'un système de garantie unique des dépôts en Europe (le sujet est débattu en vain depuis des années en Europe), qu'il appelle de ses vœux, il estime plus sûr de conserver sur place les liquidités bancaires.

« Une recette pour le populisme »

« Un grand groupe bancaire est comme un grand bateau : s'il est composé de filiales, c'est comme un bateau avec des cloisons : très difficile à couler. Enlevez ces cloisons, et le groupe pourrait devenir « too big to fail » [trop grand pour faire faillite, NDLR]. Permettre la centralisation des liquidités des filiales, c'est comme percer les cloisons »... et risquer de laisser le contribuable national payer la note en cas de problème. « Dans un tel cas de figure, les gens diront que des erreurs ont été commises par le SSM. Je trouve que c'est une situation très dangereuse. Si vous voulez une recette pour le populisme en Europe, là vous en avez une », ajoute le responsable.

« Certes, les cloisons ont un coût marginal, mais réduisent massivement le problème du « too big to fail » », poursuit Tom Dechaene. Une vision diamétralement opposée à celle défendue fin mai par François Villeroy de Galhau, qui estimait « dépassée », l'idée que la taille était en soi un facteur de risque. Pour le gouverneur de la Banque de France, il ne faut pas attendre d'avoir achevé l'Union bancaire pour « lever un certain nombre d'obstacles nationaux qui ne nous paraissent pas complètement justifiés ».